



Notes Internationales

Révolte en Chine. Tchang-Sueh-Liang capture Tchang-Kai-Chek, veut la guerre avec le Japon et l'alliance avec les Soviets. Tchang-Sueh-Liang, agent de Moscou, disent les Japonais, agent de Tokio, répondent les Russes. Les Chinois voudraient bien trouver un général agent de la Chine.

A Singapour onze mille Hindous plus préoccupés du biteack que de la question nationale se mettent en grève pour l'augmentation des salaires et de meilleures conditions de vie. Les Anglais reprochent aux Hindous leur impiété, la vache étant un animal sacré. Pas de biteack, disent les Anglais. Pas de travail, répondent les Hindous.

Le budget de guerre de la Finlande se monte à 916 millions de marks finlandais, soit 22,6 % du budget général, soit 250 marks par habitant. Les socialistes ont voté contre les crédits de guerre. Le fait est si rare qu'il mérite d'être signalé.

Edouard VIII préfère l'amour à la couronne. Bravo! sa démission coûte 115.555 livres par an à ses loyaux sujets.

La maison Friedrich Krupp d'Essen annonce que les bénéfices réalisés par elle au cours de l'année dernière lui permettent d'attribuer à ses ouvriers une prime qui sera payée à la fin du mois... de quoi faire la bombe.

Le Front populaire n'avance guère en Belgique. Les socialistes gardent obstinément les mains dans les poches et ignorent la poignée de main communiste. Les fascistes, eux, s'entendent comme larrons en foire et l'accord des catholiques flamands avec les sépara-

tistes flamands, déjà alliés aux rexistes, offre les plus vastes perspectives pour l'avenir de la démocratie sœur.

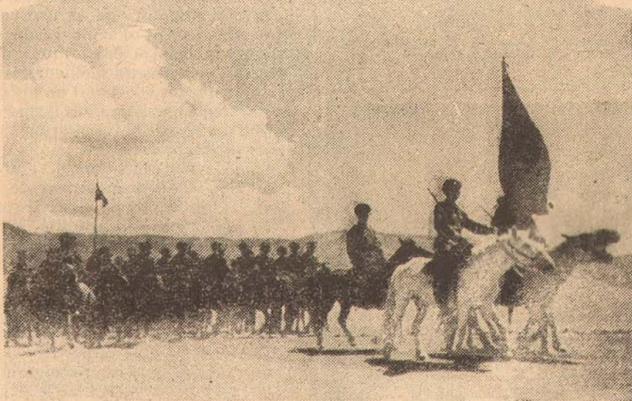
La « démocratie » yougoslave nage dans l'optimisme. Désireuse de conserver son alliance, la France vient de signer un traité commercial fort avantageux pour elle. D'ores et déjà, des négociations actives sont entamées avec Berlin... des fois que le Führer offre davantage!..

A Fribourg, le chef des Jeunesses hitlériennes est en plein délire: « Nous croyons en Dieu qui nous a envoyé notre Führer. Nous sommes unis dans la foi au Führer. Celui qui croit au Führer croit en l'Allemagne, et celui qui croit en l'Allemagne croit en Dieu ». Comme disait l'oncle Jules, vaut mieux entendre ça que d'être sourd.

Il n'est pas un pays qui ne soit gagné par la mystique guerrière. Les armements de l'un répondent aux armements de l'autre. L'Union sacrée s'effectue partout. Poings tendus et mains levées s'abaissent pour s'unir. Plus que jamais nous brandirons le drapeau de l'internationalisme prolétarien, faisant nôtres ces paroles de Lénine:

« Être au service de la patrie c'est trahir le prolétariat et justifier la guerre. Et comme la guerre, indépendamment du territoire où se trouvent les armées ennemies, reste impérialiste, aussi bien sous la monarchie que sous la république bourgeoise, le principe de la défense de la patrie n'est, en fait, qu'une complicité avec la bourgeoisie impérialiste, une trahison envers le prolétariat. »

(Lénine: La Révolution prolétarienne.)



En Chine ou les Impérialismes s'affrontent.

CHRONIQUE ESPAGNOLE

Si les circonstances le permettaient rien ne serait plus comique que la démarche effectuée le 4 décembre auprès des Allemands, Italiens, Portugais et Russes, car les gouvernements de France et de Grande-Bretagne. Demander sérieusement, gravement à des gouvernements ayant dépensé des millions en Espagne « d'affirmer leur volonté impérieuse de s'interdire rigoureusement toute intervention directe ou indirecte en Espagne » et s'entendre répondre non moins sérieusement que la demande sera prise en considération alors que tout le monde sait que l'appui financier et militaire de l'Italie et de l'Allemagne est tout acquis à Franco, tandis que la flotte aérienne des Soviets est en croisière au-dessus de Madrid! Quelle belle chose que la diplomatie tout de même.

Le troisième point à lui seul contient plus de « marrance » que tous les pactes Briand-Kellogg du monde. « Offrir une médiation en vue d'arrêter les hostilités en Espagne et de mettre l'ensemble du pays en mesure d'exprimer la volonté nationale ». Fusils-mitrailleurs, mortiers, canons, goupillons, lances-bombes, fusils, cure-dents, tout au vestiaire. Place au bulletin de vote. D'ores et déjà nous pouvons communiquer le résultat des scrutins: « provinces occupées par les rebelles, pour Franco 99 % des suffrages, contre 0. « Provinces occupées par les gouvernements. Pour le gouvernement 99 % des suffrages, contre 0 ». Dans les deux cas les victimes furent considérables. Après le vote il ne restera plus qu'à remettre ça. Et toutes ces palabres sont écrites noires sur blanc et font couler des flots d'encre ou de salive. A Madrid, c'est autre chose qui coule. Et les démocraties du monde entier en sont responsables.

Au moment où la presse mondiale annonce sans tarder que seuls les fascistes défendent la culture et la civilisation, l'élite intellectuelle et bien pensante n'en sera que plus choqué par le manque de tact du professeur Maranon, savant dont la réputation n'est plus à

légé est un diplomate. A Majorque, le délégué est un assassin. Il s'agit de Buonaccorsi qui « régla » l'affaire Matteotti. Les deux délégués sont fascistes.

La Lettonie dont l'importance mondiale n'échappe à personne, a rayé l'Espagne de la carte du monde. L'ancien ambassadeur destitué par son gouvernement ne représente rien que lui-même; le gouvernement letton n'osant pas encore reconnaître Franco. Mais il refuse de recevoir le nouvel envoyé de Madrid, les travailleurs lettons eux, ont pris fait et cause pour la république espagnole malgré les bobards de la « grande » presse lettonne qui ne passe que les communiqués des rebelles. En quelques semaines les collectes illégales ont rapporté plus de 1.200 laets.

L'Italie siège toujours au Comité de non-intervention qui se trouve à Londres (Angleterre). L'Italie est toujours à Majorque (Espagne). A Londres, le dé-

légué est un assassin. Il s'agit de Buonaccorsi qui « régla » l'affaire Matteotti. Les deux délégués sont fascistes.

Et Madrid est toujours à nous. Et plus que jamais ILS NE PASSERONT PAS.

Des étrences pour les Miliciens d'Espagne

Antifascistes de partout, Voici le moment des étrences! A cette époque de l'année où il est de tradition d'offrir des cadeaux,

n'aurez-vous pas une pensée particulière pour ceux qui affrontent actuellement les plus durs sacrifices afin de libérer l'Espagne de la vermine fasciste?

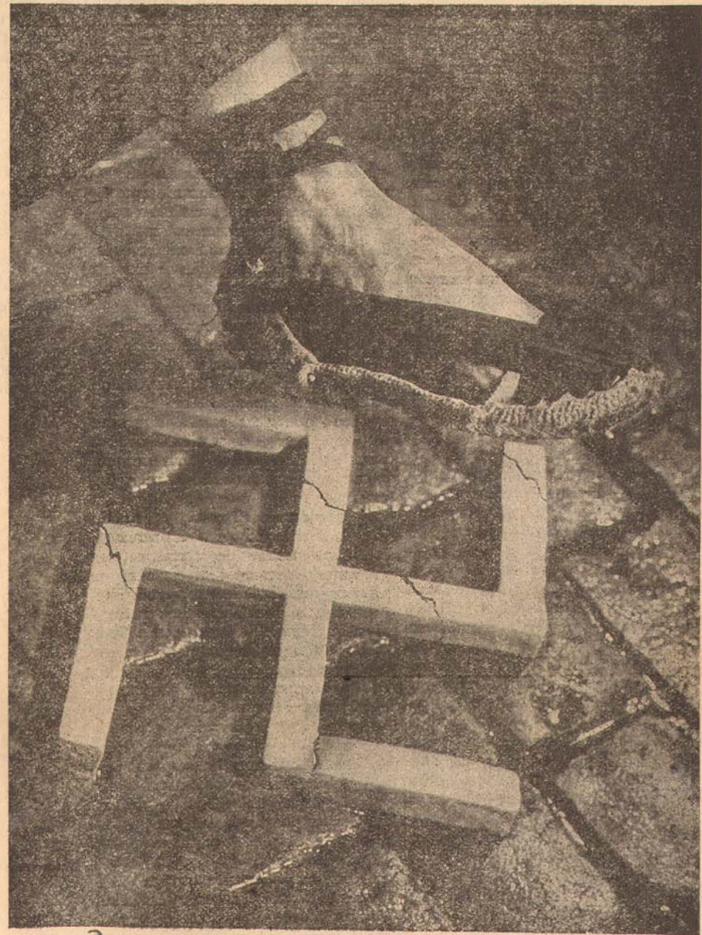
L'occasion s'offre à vous en cette circonstance d'intensifier votre effort de solidarité en collectant autour de vous le maximum pour confectionner autant que vous le pourrez de colis-étrennes individuels, que vous composerez à votre gré et adresserez à notre centre qui se charge du ravitaillement direct aux fronts d'Espagne.

Pensez, camarades antifascistes, que les rigueurs de l'hiver s'ajoutent aux innombrables difficultés que rencontrent nos frères d'Espagne dans la lutte qu'ils ont entreprise contre l'ennemi commun. Apportez-leur le réconfort moral et matériel dont ils ont tant besoin.

Le Centre de Ravitaillement des Milices Antifascistes d'Espagne,

203, rue d'Alésia (14^e).
Tél.: Vaugirard 08-79.

L'Espagne sera le tombeau du Fascisme



La Jeune Garde

Organe des Jeunesses Socialistes de la Seine (S.F.I.O.)

Abonnement 20 Numéros : 8 francs

Abonnement de Soutien : 20 francs

Nom

Prénom

Adresse

Bulletin à retourner, 7 Rue Meslay

Le Gérant : Henri GRIVAZ

Imp. La Renaissance, Paris. Tél. Nord 72-38.



LES LIVRES

Au secours de l'Espagne Socialiste

Une brochure in-12 éditée par le Comité pour l'Espagne libre.

En vente à la Fédération : 2 Frs.

Tel est le titre d'une brochure de notre camarade Jean Prader de la 13^e section, brochure consacrée au problème de la « non-intervention ». Par une dialectique extrêmement rigoureuse, notre camarade s'en prend à la politique de « non-intervention » ou de « neutralité » suivie jusqu'à présent par le gouvernement de Front populaire, et arrive à la conclusion que cette politique est injustifiable non seulement du point de vue du socialisme, mais aussi du point de vue de la simple défense de la liberté et de la paix. Examinons avec lui quelques-uns de ses arguments.

Rappelant le traité commercial signé avec l'Espagne, la veille même de la rébellion, Prader n'a pas de peine à démontrer que la véritable « non-intervention » aurait indiqué le maintien du statu quo antérieur et qu'en réalité, la politique du gouvernement aboutit à une intervention à sens unique hostile aux républicains. Par cela, ajoute Prader « le gouvernement français a donc discuté à la fois le terrain de la légalité bourgeoise et le terrain du socialisme ».

Prader signale au passage les différents arguments que certains partisans de la « neutralité » copolent avec une légèreté inconcevable: « les Espagnols n'ont pas besoin d'armes. Leurs défaites sont dues

non pas à la pénurie d'armes mais à leur incapacité militaire ». L'auteur répond avec beaucoup de bon sens: « En quoi cette incapacité justifie-t-elle le blocus? C'est comme si, devant un homme à la mer qui se débat, on disait: Inutile de lui jeter des cordages ou des bouées; s'il se noie, c'est sa faute: il ne sait pas nager! »

A ceux qui pensent que le ravitaillement illégal est suffisant et par ailleurs préférable à la levée ouverte du blocus, la brochure répond qu'un tel ravitaillement est infime en face des besoins de la défense antifasciste et que s'il pouvait être plus considérable il deviendrait un « manquement grave aux pactes signés » et par conséquent risquerait de provoquer des conflits supérieurs à ceux qui pourraient résulter d'un commerce public. Au passage, il regrette que de telles questions ne fassent pas l'objet de discussions loyales dans le Parti et que trop souvent, on ne trouve parmi les défenseurs de la « neutralité » que des « arguments obliques, considérations en dehors du sujet, complications voulues, dénégations rageuses de l'évidence, invention d'intrigues machiavéliques, invocations d'alibis moraux, autant de moyens pour empêcher que la réflexion des militants ne se centre autour du problème » (p. 13).

Puis Prader s'attaque aux deux considérations qui ont, d'après Blum, déterminé la position gouvernementale. La première de celles-ci était et reste le veto du Parti radical. « Nul ne s'est étonné qu'un Daladier capable de toutes les bravades dans l'opposition, n'ait man-

qué aucune reculade au pouvoir » (p. 26).

Prader fait remarquer justement qu'au début de la guerre civile, le Parti radical était lui-même hésitant et divisé sur l'attitude à tenir. Une pression du prolétariat guidé par ses organisations de classe aurait suffi à écarter toute résistance venant de la bourgeoisie par le canal du radicalisme. Les radicaux n'auraient pas osé renverser le gouvernement Blum interprétant la pensée des masses populaires. Celles-ci étaient profondément unies pour l'aide à l'Espagne et le fascisme au début d'août aurait été bien incapable d'imiter le geste de son voisin Franco. Au lieu de cela on a « baissé le genou devant le premier grognement des radicaux capitalistes » et on a assujéti le « Front populaire à son aile hostile au Front populaire » (p. 27).

Venons-en maintenant à la seconde considération: le danger de guerre. Le « Droit international » était sans conteste du côté des républicains espagnols; ce fait pouvait être utilisé à fond vis-à-vis des autres nations membres de la S.D.N. et aurait peut-être empêché l'intervention italienne tout au moins, d'autant plus qu'au début de la guerre ni l'Allemagne, ni l'Italie n'étaient techniquement et politiquement préparées pour celle-ci. (Elles escomptaient le triomphe facile de Franco). De même, au début d'août il était encore impossible d'amener l'Angleterre à se mettre sur le même terrain du Droit qui n'est autre que celui du Covenant de Genève. Si par malheur, on

n'avait pu emporter l'assentiment unanime des Etats de la S.D.N., on aurait pu « se reposer sur une position moins avancée par exemple, d'admettre — comme une concession, non comme une initiative — un pacte de non-intervention mais un pacte sans délai préalable » (p. 31).

Par ailleurs, Prader réfute la thèse vraiment par trop grossière que l'envoi d'armes aurait déclenché la guerre; puis il démontre que si Hitler avait alors voulu la guerre, les prétextes ne lui ont pas manqué (fusillade de Barcelone, arrondissement du Kameroum etc.), il insiste sur le fait matériel que le ravitaillement par la France était hors d'atteinte des croiseurs rebelles ou italiens, contrairement au ravitaillement soviétique. Dans tous les cas une attitude énergique du gouvernement prise dès le début eut au contraire minimisé les dangers de guerre. L'arrogance fasciste a trouvé un terrain facile dans le blocus, où elle a cru avoir une possibilité plus grande de mettre la main sur l'Espagne.

La vraie cause de la « non-intervention », Prader la voit dans l'hostilité violente de la bourgeoisie française vis-à-vis de l'Espagne républicaine et socialiste. A ses « hurlements de chacal », le gouvernement a cédé. « Ce n'est pas la guerre qu'on a craint, c'est la réaction » et Prader conclut: « Martyr de l'Espagne, encouragement au fascisme, désarroi du Front populaire, progrès rapide de la guerre, menace de mort pour le socialisme et la civilisation, voilà le bilan de la

politique dite de « non-intervention » du gouvernement français de Front populaire » (p. 39).

L'auteur critique très violemment la thèse du Parti communiste qui invoque pour la défense de l'Espagne non la solidarité prolétarienne, non le sort du socialisme mais celui de la soi-disant « sécurité française ». « Ce seraient presque des raisons de ne pas intervenir » dit Prader que celles qui veulent entrainer le prolétariat dans les combinaisons stratégiques favorables aux visées de l'impérialisme français. Il réfute brillamment l'affirmation mensongère qu'en Espagne, il s'agissait d'une simple République bourgeoise alors qu'en fait il existe déjà la République socialiste. L'argument de la « défense des frontières françaises » cher aux communistes est incapable d'une part de soulever l'enthousiasme des masses populaires, d'autre part d'entraîner les tenants de la réaction bourgeoise qui eux préfèrent cent fois Franco à Caballero... Malgré cela, les masses ont spontanément compris que c'était leur sort qui se jouait au-delà des Pyrénées. Ensuite, l'auteur, dans une analyse serrée montre la position contradictoire de certains socialistes de gauche qui préconisent l'action directe des masses tout en voulant ménager la politique du gouvernement...

Enfin, la résolution de l'I.O.S. qui subordonne la levée du blocus à l'accord préalable de l'Angleterre est excellente dans ses intentions mais inapplicable au moins à l'heure actuelle.

En annexe de cette brochure sur l'Espagne, l'auteur étudie le problème de la guerre d'un point de vue marxiste. Les conclusions auxquelles il aboutit sont trop importantes pour qu'en quelques mots nous puissions en parler ici. Nous y reviendrons plus tard.

LES REVUES

La revue socialiste et syndicaliste « Idée et Action » publie dans son numéro de décembre une nouvelle chronique intitulée « Matériaux », à l'usage des jeunes. Une page d'Engels (traduction Bracke), extraite de la « Guerre des Paysans » est reproduite. Nous en citons ci-dessous quelques passages:

« Rien de pire ne peut arriver au chef d'un parti extrême que d'être contraint à prendre le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'exécution des mesures qu'exige cette domination de classe-là.

« En un mot, il est obligé de représenter, non son parti, sa classe, mais la classe pour la domination de laquelle le mouvement se trouve précisément mûr. Il lui faut, dans l'intérêt du mouvement même, réaliser les intérêts d'une classe qui lui est étrangère et payer sa propre classe de mots, de promesses, de l'assurance que les intérêts de cette autre classe sont les siens propres. Quiconque se met dans cette fautive position est irrémédiablement perdu. »

Fr. ENGELS.